

## Dépêche AEF : Quel bilan font les syndicats enseignants et les maires de la première semaine de réouverture des écoles ?

### #coronavirus Quel bilan font les syndicats enseignants et les maires de la première semaine de réouverture des écoles ?

"Il y a eu beaucoup de couacs sur la mise en place du protocole", estime Francette Popineau (Snuipp-FSU), le 15 mai 2020. Pour Stéphane Crochet (SE-Unsa), cette première semaine de réouverture des écoles s'est faite sous un "niveau de tension extrêmement élevé". Quant aux maires, ils sont "en situation d'offrir une réponse à la décision de rouvrir les écoles", estime le président de l'AME, François Baroin. Dans les territoires ruraux, environ 10 % des écoles n'ont pas rouvert. Les élus évoquent les difficultés liées au protocole, cantines, personnels et évoquent les prochaines semaines.



Le respect du protocole sanitaire a été au cœur des discussions pour cette 1ère semaine de réouverture des écoles. Droits réservés - DR - © Compte Twitter de @Syl\_rou

Après un voire, par endroits, deux jours de prérentrée, les 11 et 12 mai 2020, la grande majorité des écoles de France a de nouveau accueilli des élèves, après deux mois de confinement (lire sur AEF info [ici](#) et [là](#)). Avec les deux principaux syndicats de professeurs des écoles et des associations de maires, AEF info fait le bilan de cette première semaine.

Quel bilan tirent les syndicats enseignants ?

**Le protocole sanitaire au cœur des discussions.** Qualifié de "très complexe" voire "inapplicable" par les syndicats ([lire sur AEF info](#)), le protocole sanitaire a été au cœur des discussions avant la réouverture des écoles. "Il y a eu beaucoup de couacs, avec des rentrées reportées de mardi à jeudi voire à la semaine prochaine, assure Francette Popineau, co-secrétaire générale du Snuipp-FSU. Ceci notamment car les municipalités n'avaient pas pris la mesure entière du protocole : la formation à la désinfection des personnels de ménage n'était pas faite, les poubelles hermétiques n'étaient pas arrivées partout, tout comme le nécessaire marquage au sol, les serviettes..."

C'est ainsi que la réouverture ne s'est faite que "de manière très progressive, très partielle" mais "sans conflit", explique Stéphane Crochet, secrétaire général du [SE-Unsa](#) : "Nous n'avons pas de retour d'usage du droit de réserve ou du droit de retrait."

**Des pressions pour accélérer la réouverture ?** Des syndicats d'[IEN](#) ([lire sur AEF info](#)) et de chefs d'établissement ([lire sur AEF info](#)) ont alerté sur des pressions visant à atteindre des "objectifs chiffrés" en termes d'élèves accueillis. "Il a parfois fallu batailler avec l'institution ou les collectivités pour que ça n'aille pas aussi loin qu'ils auraient voulu", confirme Stéphane Crochet, qui nuance néanmoins : "C'était souvent la conséquence d'une maladresse en raison d'un discours médiatique qui passait avant le cadrage officiel." Si, pour Francette Popineau, ces pressions ont apporté un "stress supplémentaire", elle se réjouit toutefois que "beaucoup d'inspecteurs se soient refusés à donner ce genre d'injonctions".

**Comment se sont sentis enseignants et élèves ?** "Les professeurs ont un sentiment partagé : ils sont à la fois contents de retrouver leurs élèves et fiers du rôle essentiel qu'ils jouent, d'incarner le service public d'éducation, mais en même temps, ils se trouvent dans une grande tension nerveuse, où assurer les gestes barrière est très compliqué, avec le sentiment d'être toujours derrière les élèves et d'être contre-nature", résumé France Popineau.

Stéphane Crochet partage le constat : "Il y a un niveau de tension extrêmement élevé dans la profession, avec l'impression qu'on les a mis en avant pour faire quelque chose de responsable envers les familles, mais avec peu d'aides, voire des bâtons dans les roues, à force d'ordres et contre ordres." À tel point qu'il raconte avoir parlé à plusieurs directeurs et directrices d'école "en pleurs" ([lire sur AEF info](#)) : "Ils avaient le sentiment que tout reposait sur leurs épaules, et en plus de pédaler après les discours ministériels." En outre, les enseignants, malgré les consignes ministérielles, ont dû jongler entre le travail en présentiel et celui à distance pour leurs élèves restés chez eux.

En revanche, bien que le respect du protocole ait engendré "de l'inquiétude voire de l'angoisse", une fois les élèves accueillis, "il y a eu beaucoup de satisfaction". Même si les enfants étaient également partagés : "L'école, c'est la socialisation, le vivre ensemble, et pour que l'enfant ne soit pas malade, il faut le priver de sa vie d'enfant", regrette Francette Popineau. Ainsi, pour Stéphane Crochet, si les "élèves ont été contents de ressortir de chez eux, de retrouver des copains, même à distance, ils ont aussi été perturbés par toutes ces règles et par le fait que ce ne soit pas toujours leur enseignant qu'ils ont retrouvé".

**Quels élèves ont été accueillis ?** Le constat est partagé : les élèves d'éducation prioritaire, pourtant particulièrement visés par le ministère, ne sont pas les plus présents sur les bancs de l'école ([lire sur AEF info](#)). "La commande politique n'a jamais été claire, donc l'entrée choisie a souvent été par classe d'âges, les collègues n'ont pas pu aller à la pêche aux familles", relève Stéphane Crochet. "Le protocole n'était pas très clair car on parlait d'élèves décrocheurs, or il n'y en a pas en primaire car ils viennent à l'école", affirme Francette Popineau. La consigne aurait dû être élargie, selon elle, à "tous les élèves qui ont du mal pendant le confinement, par exemple les

enfants qui ont été battus, et qui ne sont pas forcément des familles populaires".

**Qu'a-t-on fait en classe ?** "On s'est beaucoup lavé les mains !", sourit Francette Popineau, qui ajoute, plus sérieusement : "On a joué beaucoup, dehors autant qu'on a pu, on a fait des apprentissages, mais on a aussi parlé." "On a été dans le dialogue et on a travaillé, sans entrer dans de grandes séquences", complète Stéphane Crochet. Il s'agissait également, poursuit-il, de "valoriser les choses faites à la maison".

**Comment vont se passer les prochaines semaines ?** Francette Popineau espère tout d'abord que, d'ici trois semaines, "si on a fait la preuve que ça se passe bien, on va raccrocher les familles". Stéphane Crochet s'interroge : "On reste dans le brouillard : on voit ce qui va se passer en mai mais, en juin, on ne sait pas si on aura une augmentation de la voilure. En outre, il va falloir préparer la rentrée et ça devient très dur pour les personnels de s'adapter à la fois pour les semaines qui suivent et pour dans 3 mois. Il va falloir fixer l'organisation et cadrer."

Les syndicats se montrent également inquiets quant aux stocks de matériels sanitaires : "On va peut-être avoir un souci sur les masques car on a de quoi tenir une semaine mais pas plus", alerte Francette Popineau. "On ne sait pas si on en aura assez pour les semaines à venir", confirme Stéphane Crochet.

Quel bilan tirent les maires ?

**Qui a ouvert ses écoles et comment ?** "Les maires sont en situation d'essayer d'offrir une réponse à la décision de l'État de rouvrir les écoles", estime François Baroin, auditionné le 13 mai par la mission d'information sur le Covid-19 de l'Assemblée nationale.

Le président de l'AMF se félicite du compromis trouvé entre l'Assemblée nationale et le Sénat sur la responsabilité des maires ([lire sur AEF info](#)) et la possibilité donnée aux préfets d'engager leur signature dans le protocole de réouverture des écoles. Cela "donne aujourd'hui des garanties juridiques pour avancer", estime-t-il. Selon lui, le taux des familles qui souhaitent remettre leurs enfants à l'école varie entre 15 et 45 %, selon la taille des villes.

Dominique Dhumeaux, vice-président de l'Association des maires ruraux de France, affirme que "la complexité du protocole sanitaire a probablement découragé certains élus" de rouvrir leurs écoles. Il indique que "10 % des écoles au maximum n'ont pas ouvert dans les temps pour des raisons pratiques" (problèmes de locaux ou manque de personnels).

Selon Agnès Le Brun, maire DVD de Morlaix (Finistère) et porte-parole de l'AMF, "la majorité des collectivités a fait des choix d'ouverture échelonnée". "Les maires et leurs équipes y sont allés à pas comptés, en ouvrant d'abord une école ou une classe, puis ont regardé progressivement comment cela se passait", déclare-t-elle à AEF info le 15 mai.

Elle souligne que les difficultés pour respecter le protocole sanitaire, qu'elle juge "trop strict", portent en particulier sur les maternelles, ce qui a conduit certains maires à ne pas rouvrir ces écoles. Autre

problème à résoudre : la remise en marche de la restauration scolaire, notamment pour les communes qui travaillent avec un restaurateur ouvrier local.

Agnès Le Brun estime que la qualité des relations entre l'Éducation nationale et chaque collectivité a joué sur la reprise des écoles : "Dans certains endroits, la relation fonctionne très bien mais dans d'autres, elle s'est dégradée avec cette crise."

**La difficulté de la gestion des ressources humaines.** Lors de l'audition à l'Assemblée nationale devant la mission Covid-19, Jean-Luc Moudenc, président de France urbaine (grandes villes) a évoqué une autre difficulté : les ressources humaines. Une partie des agents des villes sont porteurs de pathologies et d'autres n'ont pas pu trouver de mode de garde pour leurs enfants, ces derniers n'ayant pas été considérés comme prioritaires. "La reprise scolaire aurait davantage de moyens si l'on gère ce problème de ressources humaines", affirme Jean-Luc Moudenc.

"Les agents territoriaux subissent une grosse pression car ils sont face à l'anxiété des enseignants, mais aussi des parents", témoigne également Agnès Le Brun.

**Et pour les prochaines semaines ?** Pour France urbaine, "l'enjeu des prochaines semaines va être celui d'une très forte augmentation du nombre d'enfants dès le 25 mai et plus encore à partir du 2 juin". Si les enseignements des premières semaines, comme ceux de l'accueil des enfants prioritaires depuis le début de la crise, ont été "précieux", l'association considère que "la limitation de la taille des groupes restera pour autant une exigence incontournable dans chacun des établissements".

Pour garantir cela, les grandes villes s'engagent à "mettre en œuvre, partout où cela est possible et grâce à leurs partenaires locaux, une offre périscolaire renforcée, permettant d'autres activités éducatives aux enfants, telles que le sport ou la culture".

François Baroin signale lui aussi qu'il y aura une situation plus complexe à gérer "à partir du 2 juin où il y aura une ouverture un peu plus large" des écoles, ce qui nécessitera "des adaptations notamment sur les temps périscolaires qui créent des problématiques de brassage entre enfants".

"Dans les écoles où la reprise se passe bien, les parents vont vouloir inscrire davantage d'enfants mais les capacités d'accueil ne vont pas forcément permettre de répondre à la demande", analyse Agnès Le Brun, qui se demande "sur quels critères on va choisir les enfants".